

Discours de
Monsieur Dominique de Villepin,
Premier ministre de la République française,
à l'Université Humboldt
(Berlin, 18 janvier 2006)

Le prononcé fait foi

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Je suis heureux de vous retrouver ici, à Berlin, ville symbole d'une Europe réconciliée et tournée vers l'avenir.

C'est un honneur de m'exprimer dans cette université placée sous la figure tutélaire de Wilhelm, le philosophe mais aussi d'Alexandre de Humboldt, savant, mais aussi voyageur et diplomate qui, entre Berlin et Paris, incarne à lui seul un certain idéal européen.

Encore ce matin en Conseil des ministres, le Président de la République, qui a reçu récemment Angela MERKEL, a insisté sur l'importance de la relation entre nos deux Etats et nos deux peuples, qui est au cœur de la construction européenne. Et il m'a redit tout le rôle que devaient jouer nos deux pays face aux défis actuels.

Car oui, nous sommes dans un temps de grand changement, un temps de questions et d'interrogations. Je ne suis donc pas venu vous présenter une vision cartésienne et achevée de l'Europe, mais partager avec vous quelques questions et quelques convictions. Car aujourd'hui nous avons moins besoin d'esprit de système que de persévérance, d'humilité et d'imagination.

* *
*

1. L'horizon européen est troublé

En moins de cinq ans, notre continent a connu trois chocs majeurs :

- La division des Etats lors de la crise irakienne, qui a mis en évidence les limites politiques de l'Europe face à une grande crise internationale.
- Le terrorisme islamiste, qui a frappé Madrid puis Londres et souligné notre vulnérabilité face à une menace nouvelle.
- Enfin le rejet du projet de Constitution par deux pays fondateurs, la France et les Pays-Bas.

Ces chocs ont été ressentis d'autant plus durement que l'Europe a connu des changements profonds :

- Elle a été profondément secouée par la mondialisation : délocalisations rapides de certaines de nos industries, tendance à l'uniformisation de nos modes de vie, remise en cause de nos équilibres sociaux, voilà les défis auxquels nous faisons face. Nous vivons dans l'idée d'une coopération entre les nations et les peuples. Nous ne sommes pas sortis de l'ère de la concurrence entre les Etats.
- Et bien sûr l'Europe a dû assimiler un élargissement qui lui permettait de retrouver son unité, mais qui représentait également un véritable pari économique, social et culturel. Ici, à Berlin, chacun d'entre nous peut mesurer ce que représentent les années de réconciliation et de courage que nous venons de vivre.

Tous ces changements et ces défis ont nourri des interrogations et des doutes :

- Des interrogations sur la place de l'Europe dans le monde : est-elle encore en mesure de jouer un rôle majeur face à des ensembles régionaux qui affirment chaque jour davantage leur puissance ? A-t-elle véritablement un caractère singulier et des valeurs propres à défendre ?
- Mais aussi des interrogations sur son fonctionnement : comment l'Europe peut-elle répondre aux attentes de citoyens qui pour la première fois semblent marquer leur scepticisme et leur doute face à la construction européenne ? Comment peut-elle garantir la légitimité de décisions qui semblent toujours plus complexes, et parfois même éloignées des préoccupations concrètes des peuples ?
- Et enfin des doutes sur un élargissement qui progresse à un rythme plus rapide que l'approfondissement, si bien que l'Europe donne le sentiment de croître sans avoir les moyens institutionnels d'agir et de décider.

Ces questions sont communes à tous les peuples européens. Mais elles se sont posées avec une acuité particulière en France :

- Nous défendons un modèle économique équilibré, qui repose à la fois sur une industrie compétitive, sur une agriculture moderne et sur le développement des services : l'impression a dominé que l'Europe ne nous protégeait pas suffisamment contre les conséquences de la mondialisation. Les délocalisations, les fermetures d'usine, les licenciements sont apparus comme une fatalité à laquelle l'Europe n'apportait pas assez de réponse.
- Nous avons aussi des exigences sociales, que les Français ont craint de voir fragilisées : je pense en particulier au niveau de protection des salariés, mais aussi aux services publics. Vous me permettrez de souligner ce dernier point : les services publics ne sont pas pour nous un mode de gestion des activités comme un autre. Ils représentent une garantie d'impartialité et de défense de l'intérêt général auquel nous sommes attachés. Ils ont évolué, nous ne cessons de les moderniser, mais ils restent une part essentielle de notre identité.
- Comme tous les peuples européens, nous sommes un peuple politique : rien n'est plus important à nos yeux que la légitimité démocratique des décisions qui engagent la vie de chacun. Or depuis plusieurs années, nombre de décisions européennes n'ont pas toujours été comprises. Qui décide, au nom de quels principes, avec quel objectif, voilà les questions récurrentes auxquelles il faudra désormais répondre.
- Enfin, la France est attachée à l'idée de nation : elle a une mémoire, elle a une histoire, dont elle a pu craindre qu'elles ne s'effacent dans un ensemble européen aux contours trop imprécis. Cette crainte particulière a cristallisé les doutes de notre pays et produit en grande partie le vote du 29 mai. La France n'a pas dit non à l'Europe. Elle a dit non à une Europe dont elle ne comprenait plus la vocation et où elle ne savait plus imaginer ni son rôle, ni sa place.

* *

*

2. Pour retrouver un cap, nous avons aujourd'hui des choix à faire

Il y a d'abord le choix d'une ambition, à laquelle nous devons être fidèles :

- L'ambition politique européenne est immense : trouver l'équilibre entre des mémoires multiples et un devenir commun. En Europe, les racines de chacun doivent s'accorder avec la volonté de tous, les nations singulières entrer dans un projet politique partagé. Par un étrange paradoxe - ou ce que les philosophes allemands que vous étudiez appelleraient une ruse de l'histoire – l'un des plus vieux des

continents a fait le choix d'une aventure politique d'une modernité sans précédent. Ce choix de l'invention et de l'audace est à l'origine de toute l'aventure européenne : il vaut ordre de mission pour les décennies à venir.

- Mais nous ne réussissons que si nous nous appuyons sur des nations fortes et confiantes en elles-mêmes. Ce sont elles qui constituent le premier pilier démocratique de notre Union. Nous devons donc définir une nouvelle relation entre l'Europe et les nations qui la composent. Avec la fédération des Etats Nations, nous disposons sans doute du cadre le plus approprié pour avancer dans un partage raisonnable des souverainetés nationales.

Il y a aussi le choix des frontières, que nous avons trop longtemps repoussé :

- Il y a aujourd'hui trois critères essentiels à l'adhésion : l'appartenance européenne des pays candidats, la reprise des valeurs et des règles de l'Union, mais aussi la capacité d'absorption de l'Europe. Ce dernier critère permet d'affirmer que l'Union n'a pas aujourd'hui vocation à s'étendre indéfiniment. Regardons donc sereinement où nous en sommes aujourd'hui.
- Pour ce qui est de la Bulgarie et de la Roumanie, nous souhaitons qu'elles nous rejoignent le plus vite possible sur la base des prochaines recommandations de la Commission. Les Balkans ont toujours été à la charnière entre l'Orient et l'Occident. Ils ont toujours été un lieu de passage et de rencontre, mais aussi un lieu de tension et d'instabilité pour l'Europe. Le choix que nous avons fait et que nous devons maintenir, c'est que les Balkans entrent dans l'Union sous réserve du respect scrupuleux des conditions de l'adhésion. Pour les autres, chacun au rythme qui devra être le sien, la perspective de l'adhésion facilitera la stabilité et les réformes.
- En ce qui concerne la Turquie, l'ouverture des négociations d'adhésion est une décision politique majeure qui prend acte des changements géostratégiques de la région et des efforts de la Turquie. C'est une décision qui doit être maîtrisée à chaque étape : les citoyens européens devront être tenus informés régulièrement de l'évolution des négociations. C'est une décision qui doit être conditionnée au respect des critères fixés par le Conseil européen et à la capacité de l'Union : à cet égard, je me réjouis que le parlement européen ait réaffirmé qu'il ne pourrait y avoir d'autres élargissements tant que nos institutions n'auront pas été adaptées. C'est une décision enfin dont l'issue doit rester ouverte jusqu'au terme des négociations. En France, le dernier mot reviendra aux Français par voie de référendum.
- Plus généralement, nous devons engager rapidement une réflexion sur la stratégie globale d'élargissement de l'Union, son rythme et ses conditions. Il n'existe aucun droit naturel ou historique à entrer dans l'Union. Et la promesse de l'élargissement ne peut pas être le seul instrument de stabilisation des régions voisines de l'Europe. En revanche, il est de son devoir de proposer aux pays voisins des partenariats ambitieux et généreux, qui ne se limitent pas à de simples accords de libre échange.

Enfin il y a le choix d'une volonté. Car pour tous les citoyens européens, la question est bien : que peut et que veut faire l'Europe aujourd'hui et dans les années à venir ? Pour ma part, je veux vous faire part de trois convictions simples.

- Première conviction : il existe un devoir européen. Face aux crises régionales actuelles, aux risques de pandémie, aux menaces sur la paix et sur le droit, l'Europe ne peut pas attendre. Aucun autre Etat, aucun autre ensemble régional ne prendra cette responsabilité à notre place : la défense de l'environnement, l'engagement dans la crise nucléaire iranienne, l'aide aux populations les plus pauvres en Afrique et ailleurs, autant de défis sur lesquels l'Europe est en première ligne. Les enjeux sont immenses. C'est notre honneur d'y répondre. Et pour cela, nous devons nous appuyer

sur des relations approfondies et renouvelées avec nos grands partenaires : les Etats-Unis bien sûr, mais aussi la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil.

- Deuxième conviction : l'Europe a un modèle social et économique à défendre face à la mondialisation. Par-delà nos différences, il y a bien une spécificité européenne : l'importance accordée à la protection des salariés, l'équilibre entre dynamisme économique et solidarité, la défense de l'accès pour tous à la santé et à l'éducation. Ces valeurs, elles sont au cœur de nos traditions sociales, depuis les systèmes de sécurité sociale lancés par BISMARCK et développés par BEVERIDGE. A nous trouver le moyen de les adapter à un nouveau contexte économique. C'est comme cela que nous mettrons sur pied une véritable doctrine européenne de la mondialisation, que les autres peuples attendent.
- Enfin, troisième conviction : l'Europe doit mieux défendre les intérêts de ses citoyens et de ses entreprises. Oui, je suis partisan d'un véritable patriotisme économique européen : il ne s'agit pas de se replier derrière un protectionnisme dépassé. Il s'agit de rassembler nos forces et d'unir nos efforts pour aller dans le même sens et affirmer sans faiblesse nos intérêts dans le monde. La préférence européenne a un sens : elle nous rappelle à nos devoirs à l'égard de chacun de nos concitoyens.

En faisant ces choix, nous ferons davantage que retrouver un cap : nous affirmerons une identité européenne. Car oui, l'Europe a des racines. Oui, il existe un humanisme européen. Oui, il existe des valeurs européennes : nous en sommes les porteurs et les dépositaires.

- La diversité de notre civilisation fait sa richesse : de l'antiquité grecque nous avons hérité l'attachement au rationalisme, de Rome une certaine vision de l'organisation politique et du droit ; de la renaissance et des Lumières, le goût de la tolérance, de l'innovation et de la découverte. Et je n'oublie pas cet espace dessiné par nos cathédrales, romanes, gothiques, baroques. Je n'oublie pas les universités qui, de Bologne à Paris, de Salamanque à Prague et à Uppsala, ont dessiné les contours de l'Europe. Monde religieux, monde séculier : les deux imbriqués, tissés dans la même étoffe, et pourtant distincts dans leurs pratiques et leurs prérogatives.
- L'apprentissage historique de l'Europe a été celui de la séparation du pouvoir spirituel et temporel. Contre la tentation de confondre les deux ordres dans un pouvoir absolu, chacun de nos pays a trouvé une voie pour séparer deux idéaux, celui de la Cité de Dieu et celui de la cité des hommes. C'est ce qui a permis aux autres religions que le christianisme, notamment le judaïsme et l'islam de trouver leur place. C'est ce qui permet aujourd'hui à chaque citoyen de pratiquer leur religion avec la même liberté et dans le respect de l'ordre public.
- L'Europe doit aussi être capable de regarder son histoire en face : notre mémoire portera à jamais le souvenir des tranchées de 1914-1918 et des camps de la mort. Que cela soit une incitation à nous tourner sans cesse vers le meilleur de l'esprit européen : la capacité à avancer toujours, animés par le doute et l'esprit critique, la volonté de s'ouvrir aux autres et de nouer des liens avec tous les continents. En 1934, lorsque Thomas Mann perd l'un de ses meilleurs amis, Sammi Fischer, qui était également son éditeur, il se rappelle une conversation qu'il avait eue avec lui sur une tierce personne : « Ce n'est pas un européen » lui avait dit Fischer. « Pas un européen ? » s'était étonné Thomas Mann. « Il ne comprend rien aux grandes idées humaines » lui avait répondu Fischer.

* *
*

3. Forts de ces choix, nous avons aujourd'hui une chance européenne à saisir

Nous avons des atouts :

- L'Europe a toujours été capable de surmonter les crises qu'elle a connues. Lorsque le projet de communauté européenne de défense échoue en 1954, plus personne ne parie sur l'Europe : et pourtant elle se reconstruit sur une base économique. Lorsque le Royaume-Uni intègre la communauté européenne, beaucoup estiment que les ambitions politiques de l'Europe seront amoindries : et pourtant quelques années plus tard, sous l'impulsion de Tony BLAIR, le Royaume-Uni se retrouve avec la France à l'origine d'une avancée majeure dans le domaine de la défense européenne. Lorsque les pays du sud rejoignent la communauté européenne au début des années 80, chacun redoute un appauvrissement de l'ensemble des Etats membres : et pourtant l'Espagne, le Portugal, la Grèce participent aujourd'hui pleinement au dynamisme économique de l'Union.
- Ensuite nous venons de faire des avancées concrètes : nous avons réussi à nous mettre d'accord sur le budget de l'Union, en particulier sur le financement de l'élargissement. Les nouveaux pays membres font partie de la famille européenne. Les aider à s'y intégrer rapidement et pleinement est dans l'intérêt de tous. Et c'est bien cette conviction qui l'a emporté sur les considérations économiques et les contraintes budgétaires. Je sais que la présidence autrichienne est d'ores et déjà mobilisée autour de Wolfgang SCHUSSEL, pour organiser le rendez-vous essentiel du Conseil européen de juin prochain. Comme l'a souhaité le Président de la République, ce sera l'occasion d'avancer sur l'avenir de l'Europe et de ses institutions, ainsi que sur l'élargissement. La France fera tout pour que cette échéance se traduise par des avancées concrètes pour l'Europe.
- Enfin l'Europe continue de marquer des points : parce qu'elle a défendu ses intérêts de manière unie, elle accueille le centre de recherche ITER qui permet d'explorer le développement de l'énergie du futur. Il y a quelques semaines, nous avons lancé un projet essentiel pour l'indépendance et la force de notre continent : Galileo. Avec lui, l'Europe va disposer de son propre système de satellite de navigation. C'est la preuve que l'Europe peut marquer des points dans les domaines d'avenir.

Nous devons maintenant trouver le meilleur moyen d'avancer à Vingt-Cinq.

- Quel sera l'avenir du Traité ? Cette question nous concerne tous. Autant que le vote des Néerlandais et des Français, nous devons aussi prendre en compte le vote des 13 Etats qui ont déjà ratifié le texte. Je comprends Angela MERKEL qui ne souhaite pas renoncer à un traité que le Bundestag et le Bundesrat ont ratifié.
- Nombreuses sont les questions posées. Comment devons-nous avancer sur le plan institutionnel ? Jusqu'où devons-nous aller dans une ambition constitutionnelle éventuellement enrichie ? L'urgence, c'est que l'Europe puisse se doter des institutions qui lui permettront de fonctionner correctement à 25. En 2006, nous devons aller le plus loin possible dans la réflexion et prendre toutes les décisions nécessaires. Soyons exigeants, soyons ambitieux. Mais soyons pragmatiques, soucieux de défendre l'intérêt général européen. La France, sous l'autorité du Président de la République, prendra bien sûr toutes ses responsabilités dans ce domaine. Il nous faut naturellement prendre en compte les contraintes et les volontés des différents Etats, respecter les aspirations de nos peuples. Cela exige, vous l'imaginez, beaucoup de travail, mais aussi de l'imagination. Nous avons des rendez-

vous importants au cours des prochains mois : le 23 janvier le Président de la République accueillera la Chancelière à Versailles, le 14 mars se tiendra à Berlin le Conseil franco-allemand avant les Conseils européens de mars et de juin. Et le travail se poursuivra en 2007 sous l'impulsion de la présidence allemande : la France et l'Allemagne ont joué un rôle décisif dans l'élaboration du projet de Constitution, préparé sous l'impulsion du Président Giscard d'Estaing. Cela restera le cas dans cette nouvelle étape.

- Quelle que soit la solution que nous retiendrons, elle devra respecter trois principes essentiels :
 - Le premier principe c'est de préserver l'originalité des institutions communautaires, qui ont fait leurs preuves, après plus de 50 ans de fonctionnement. Cela implique en particulier que l'Europe n'intervienne que lorsqu'elle peut faire mieux que chacun des Etats seul dans tel ou tel domaine.
 - Le deuxième principe c'est de renforcer le rôle des Parlements nationaux : ils ne doivent pas devenir de simples chambres d'enregistrement pour les textes européens. Nous devons davantage les associer au débat.
 - Le troisième principe, c'est d'accroître notre capacité à peser sur le jeu international. C'était tout le sens des avancées proposées par le projet de constitution, notamment avec la désignation d'un Ministre Européen des Affaires Etrangères. Dans le cadre des traités existants, donnons-nous les moyens d'une politique étrangère européenne plus forte. Choisissons des zones prioritaires pour son action, y compris dans le domaine de la défense : les Balkans, le Moyen-Orient par exemple. Mutualisons nos moyens, par exemple dans le domaine de la protection consulaire.

* *

*

4. Pour avancer dans cette direction, nous pouvons nous appuyer sur le socle franco-allemand

Depuis le temps du chancelier ADENAUER et du général de GAULLE, depuis le traité de l'Elysée, la relation franco-allemande a toujours été au cœur des avancées européennes. A travers une politique dynamique d'échanges, soutenue par l'Office franco-allemand de la Jeunesse, la France et l'Allemagne ont contribué à faire naître une conscience européenne. Nos villes, nos écoles, nos universités, nos élus, nos entreprises, nos grandes institutions culturelles n'ont cessé de tisser des liens de plus en plus forts. A travers leur étroite collaboration, nos deux pays ont œuvré pour construire une Europe plus juste et plus unie. La relation franco-allemande a toujours joué un rôle moteur dans la construction européenne. Elle doit continuer à le jouer, dans l'esprit de communauté qui anime désormais nos deux peuples.

Mais dans une Europe élargie, nous devons aller plus loin. Nous devons renouer avec le pragmatisme et relever les grands défis à venir : c'est en donnant au projet Européen un visage concret, tangible accessible à tous que nous pourrons avancer. Ce projet doit être ouvert à tous. C'est comme cela que nous pourrons convaincre, associer et entraîner tous les autres Etats qui font aujourd'hui la richesse et la force de notre projet politique : je pense en particulier à tous les pays qui nous ont rejoint récemment et dont l'imagination et la détermination sont un atout pour l'Europe.

La France et l'Allemagne doivent donc être au coeur d'une véritable Europe des projets :

- Dans le domaine de la sécurité d'abord : la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni unissent déjà leurs efforts pour lutter contre les trafics, l'immigration clandestine et le terrorisme. C'est une première étape qui pourrait être étendue à d'autres pays, notamment la Pologne. Pourquoi ne pas aller plus loin, vers une vraie police européenne ? L'Allemagne et la France pourraient ainsi avancer les premières en créant une police franco-allemande des frontières. Des moyens identifiés de chaque côté seraient mobilisables sans délai en cas de crise, par exemple face à un afflux soudain d'immigrants irréguliers. Pour la définition d'une liste des pays sûrs, pour le regroupement familial, pour les reconduites à la frontière, pourquoi ne pas davantage partager nos expériences ?
- Dans le domaine universitaire : nous faisons déjà beaucoup, notamment à travers l'université franco-allemande. Mais il faut aller plus loin. En France, nous avons déjà réfléchi à de nouvelles formes de coopération scientifique. Choisissons de resserrer nos liens et de renforcer nos coopérations pour obtenir la taille critique dont nous avons besoin face aux autres grandes puissances. Pourquoi ne pas envisager, dans le cadre de l'université franco-allemande, de mettre en réseau nos capacités de recherche, pour créer un pôle franco-allemand de technologie ? Par ailleurs nous devons favoriser les échanges entre étudiants. Pourquoi ne pas se fixer comme objectif que tous les étudiants européens aient la possibilité d'effectuer une année d'études dans un autre pays de l'Union ? A plus court terme, pourquoi ne pas doubler le nombre des bourses Erasmus ?
- Dans le domaine économique : l'Europe doit redevenir l'un des moteurs de la croissance mondiale. La France et l'Allemagne ont fait le choix de maintenir une industrie forte à l'heure où certains pays se concentrent entièrement sur les services. Aujourd'hui nous devons conserver et moderniser nos atouts dans ce domaine. Concertons-nous sur nos priorités et sur les rapprochements possibles. Ce sera l'un des axes du prochain conseil franco-allemand. Cela implique également de créer un environnement favorable aux entreprises : c'est pourquoi nous souhaitons que le travail engagé sur une base harmonisée de l'impôt sur les sociétés puisse aboutir rapidement à des décisions concrètes, si possible sous présidence autrichienne, entre les Etats membres les plus déterminés. Cela implique aussi de rassembler davantage nos capacités afin de peser face à la concurrence internationale. Cela suppose enfin que les acteurs publics se mobilisent pour favoriser les projets les plus stratégiques. Surtout, nous devons nous concerter davantage, compte tenu des exigences de la nouvelle gouvernance économique et sociale. Nous avons une monnaie commune. Nous avons des liens commerciaux forts. Nous avons des intérêts communs. Nous faisons face aux mêmes défis : comment renouer avec une croissance plus dynamique ? Comment financer notre système de protection sociale ? Rencontrons-nous régulièrement pour mieux coordonner les choix que nous faisons.
- Dans le domaine de la santé : l'Europe doit se protéger face aux risques d'épidémie, notamment la grippe aviaire qui est arrivée à ses portes. Pour mettre en œuvre le principe de précaution et protéger nos concitoyens, nous devons être capables d'adopter rapidement des mesures de prévention reposant sur des avis scientifiques. C'est pourquoi je propose que l'Europe se dote d'une véritable force d'intervention « grippe aviaire » : des experts toujours disponibles, prêts à se rendre sans délai sur les nouveaux foyers, en liaison avec les organisations internationales compétentes, pour expertiser la menace et recommander les mesures propres à éviter la

propagation. Commençons par établir une première réserve d'experts français et allemands : nous proposerons à nos partenaires européens de s'y associer.

Enfin, l'Europe doit relever deux défis essentiels pour son avenir :

- Le défi de l'après-pétrole. Les tensions récentes entre la Russie et l'Ukraine nous rappellent que nous devons plus que jamais garantir l'indépendance énergétique de l'Union. Nous devons avoir une vraie politique énergétique européenne. Concertons-nous sur les meilleurs instruments d'une telle politique. Nous présenterons prochainement un memorandum sur l'énergie, conformément à ce qu'avait annoncé le Président de la République à Hampton Court.
- Le défi de la recherche : notre objectif doit être de devenir le premier espace de recherche et d'innovation au monde. Nous devons proposer de nouvelles solutions pour trouver des ressources complémentaires destinées à la recherche, à l'innovation ou au développement, par exemple par le moyen d'un emprunt de la Banque européenne d'investissement. Une facilité de 10 milliards d'euros a été décidée en décembre. Mettons-la en œuvre le plus rapidement possible. Dans les domaines d'avenir comme le numérique, l'Europe doit anticiper les grands enjeux. C'est pourquoi le projet de bibliothèque numérique européenne, constitue un chantier majeur pour préserver l'indépendance de notre continent. Misons sur une numérisation qui se fera dans la diversité de nos langues. Dans ce nouveau contexte, il est de bon sens de penser que la mise en ligne des œuvres de Victor Hugo doit être faite par les Français, celles de Goethe par les Allemands et celles de Cervantès par les Espagnols.

Je propose que nous nous retrouvions afin de définir les projets que la France et l'Allemagne pourraient lancer ensemble pour les proposer ensuite à leurs partenaires.

* *
*

Mesdames, Messieurs

Le moteur de l'Europe a toujours été l'audace : qu'il s'agisse de la réconciliation franco-allemande, de la construction d'une forme politique nouvelle et inédite, ou encore de la mise en place d'une monnaie unique, l'Europe n'a cessé d'inventer, d'imaginer et de recomposer la réalité. Elle a su le faire grâce à ce mélange de pragmatisme et d'utopie qui a toujours caractérisé le projet européen.

Malgré les obstacles auxquels elle est aujourd'hui confrontée, l'histoire européenne n'est pas terminée. Tout simplement parce l'idéal dont nous sommes les porteurs est plus que jamais d'actualité. Dans un monde en plein bouleversement, nous avons la chance d'avoir des valeurs, des repères, des exigences que nous portons depuis plusieurs siècles :

- L'exigence de solidarité, dans un monde où les écarts entre riches et pauvre se creusent et deviennent facteur d'insécurité.
- L'exigence d'équilibre entre croissance économique et justice sociale.
- L'exigence du droit international et du multilatéralisme, comme seul fondement possible des relations entre les Etats.
- L'exigence du respect des peuples et des identités, qui s'affirment de plus en plus, à mesure que la mondialisation tend à uniformiser les cultures.

Une conscience universelle est en train de naître : vous le savez mieux que quiconque, vous qui partagez avec la jeunesse du monde entier les mêmes inquiétudes sur l'avenir de notre planète, mais aussi les mêmes aspirations à la paix, au dialogue et à la justice. Ces aspirations, l'Europe a une responsabilité particulière pour les défendre et les faire vivre. Car elles sont au cœur du rêve européen qui vit en chacun de nous.

A nous de savoir nous rassembler pour franchir une nouvelle étape dans la construction européenne. Pas une étape de plus, car il s'agit bien aujourd'hui de réconcilier le projet européen avec les attentes de nos concitoyens. A nous de construire, comme le dit l'un de vos grands intellectuels, Peter SLOTERDIJK « une Europe capable de saisir les possibilités que lui offre le monde à cet instant près, une Europe qui croit son imagination politique en mesure d'accomplir ce geste historique et fondateur ». A nous de mettre notre expérience et notre conscience européenne au service de l'humanité.